



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2012 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL DEPOSEE AUPRES DE L'AMF LE 02 AOUT 2013

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 02 août 2013 sous
le numéro D.13-0122-A01



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'AMF le 2 août 2013 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE

I Rapport d'activité semestriel	1
I.1 Le Groupe La Banque Postale.....	1
I.2 Environnement et faits marquants	3
I.2.1 Environnement économique et financier	3
I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2013	3
Résultats consolidés du Groupe La Banque Postale	4
Résultats par secteur d'activité	6
I.3 Notations	12
I.4 Facteurs de risques et d'incertitudes	12
I.5 Informations sur les parties liées	12
II Gouvernement d'entreprise.....	13
III Gestion des risques	14
III.1 Risque de contrepartie	14
III.2 Risque de liquidité	15
III.3 Risques de marché	15
III.4 Risque global de taux	17
III.5 Ratios prudentiels.....	18
III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIPEs.....	19
III.7 Risques juridiques.....	20
IV Information financière au 30 juin 2013.....	22
V Informations complémentaires.....	59
V.1 Statuts	59
V.2 Changements significatifs	59
V.3 Accessibilité du Document de Référence au public.....	59
V.4 Tendances	59
VI Responsables du contrôle des comptes.....	60
VII Responsable de l'actualisation du document de référence.....	61
VIII Table de concordance de l'actualisation.....	62
IX Table de concordance du rapport financier semestriel	67

I Rapport d'activité semestriel

I.1 Le Groupe La Banque Postale

La Banque Postale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, est la société mère du Groupe La Banque Postale.

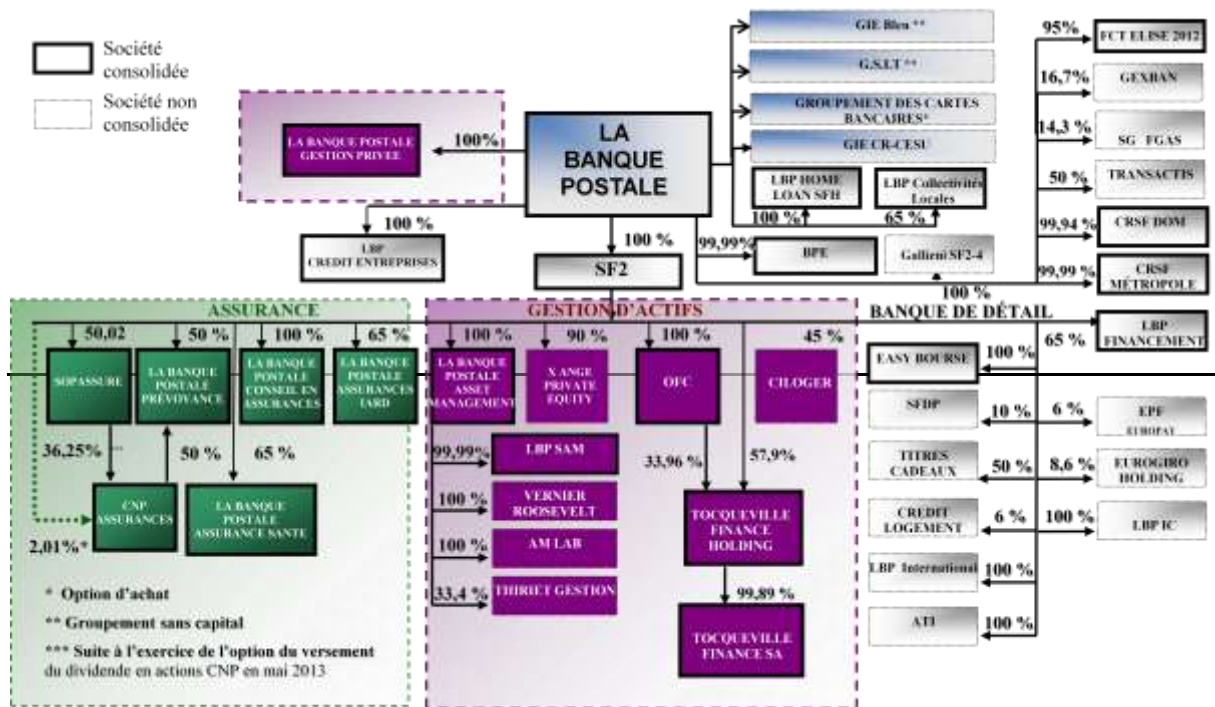
Héritière des Services financiers de La Poste, elle a, à ce titre, repris les valeurs de confiance, d'accessibilité et de proximité du Groupe, lui conférant dès l'origine un positionnement original et unique sur le marché français. Cette politique est mise en évidence par une stratégie constante fondée sur des tarifs de prestations modérés, une accessibilité à tout client et une offre de produits simples axés sur l'essentiel.

Le Groupe La Banque Postale emploie directement près de 3 400 salariés répartis sur l'ensemble du territoire français. Par ailleurs, les 18 300 collaborateurs des Services financiers de La Poste (dont 14 000 dans les Centres financiers) sont placés sous la responsabilité du président du Directoire de La Banque Postale en sa qualité de directeur général adjoint de La Poste en charge des Services financiers. Cette organisation repose notamment sur 23 Centres financiers (19 Centres financiers métropolitains, 4 Centres financiers des départements d'outre-mer), et 6 Centres financiers nationaux disposant d'une expertise spécifique et sur une direction informatique dédiée. Elle s'appuie également sur 39 filiales et participations stratégiques.

L'activité du Groupe La Banque Postale est centrée sur les activités de banque de détail en France et plus particulièrement sur la clientèle de particuliers. Elle est organisée autour de trois secteurs d'activités :

- la Banque de détail en France, son cœur de métier, principalement orienté sur une clientèle de particuliers étendu aux personnes morales depuis 2011 et aux collectivités locales depuis 2012 ;
- l'Assurance (vie, prévoyance, dommages et santé) ;
- la Gestion d'Actifs (sociétés de gestion d'actifs et gestion privée).

Organigramme au 30 juin 2013 :



I.2 Environnement et faits marquants

I.2.1 Environnement économique et financier

- Des taux courts stables à un niveau particulièrement bas malgré la réduction de la surabondance des liquidités bancaires (remboursement des LTRO) : l'Eonia reste en dessous de 0,1 % et l'Euribor 3 mois à peine au-dessus de 0,2 % ;
- Des taux longs historiquement bas mais une tendance de nouveau à la hausse sur la fin du semestre suite à l'anticipation par les marchés d'une réduction des achats de titres de la FED et d'une diminution du rythme de création de liquidité. L'OAT après un passage sous les 2 % (1,65 % point bas à fin avril) s'établit au 30 juin à 2,35 % ;
- Une inquiétude des opérateurs à la suite de l'annonce de la FED qui se traduit par un décrochage des marchés actions (CAC 40 à 3738 points au 28 juin).

I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2013

- Création de La Banque Postale Collectivités Locales, détenue à 65 % par La Banque Postale et à 35 % par la Caisse des Dépôts. Cette filiale assure des prestations de service relatives à la commercialisation des crédits accordés par La Banque Postale aux collectivités locales et aux hôpitaux. La Banque Postale Collectivités Locales dispose du statut d'intermédiaire en opération de banque et héberge la plateforme d'accueil téléphonique des clients ainsi que le service des études.
- Acquisition le 2 avril 2013 de BPE auprès de Crédit Mutuel Arkéa. BPE dispose d'une plateforme patrimoniale robuste ainsi que d'une gamme de produits et services financiers associant offres de crédits et gestion de l'épargne. Par cette acquisition, la Banque Postale renforce le service offert à ses clients patrimoniaux en proposant une gamme complète de produits et de services adaptés à leurs besoins.
- Depuis le 27 juin 2013, suite au rachat de la quote-part de 49 % de La Banque Postale Gestion Privée détenue antérieurement par Oddo & Cie, La Banque Postale détient 100 % de sa filiale.

Résultats consolidés du Groupe La Banque Postale

Résultat consolidé (en M€)	S1 2013	S1 2012	%
Produit Net Bancaire	2 760	2 668	3,4%
<i>A périmètre constant¹, hors Epargne Logement, amende EIC</i>	2 743	2 668	2,8%
Frais de gestion	2 289	2 234	2,4%
<i>A périmètre constant¹</i>	2 276	2 234	1,9%
Résultat brut d'exploitation	471	433	8,7%
Coût du risque	78	82	-5,1%
Résultat d'exploitation	393	352	11,9%
<i>A périmètre constant¹, hors Epargne Logement, amende EIC</i>	391	351	11,4%
Quote-part de résultat MEE	111	100	10,3%
Résultat net part du groupe	365	334	9,4%
Coefficient d'exploitation	83,2%	83,9%	

Dans un environnement marqué par des taux historiquement bas et un contexte de ralentissement économique en France et en Europe, les résultats de La Banque Postale sont en progression, portés par une accélération des activités de crédit et le renforcement de l'équipement des clients. Ainsi, le **PNB consolidé** affiche une hausse de 3,4% à 2760 millions d'euros. A périmètre constant¹, hors provision épargne logement et amende EIC, la progression est de 2,8% à 2 743M€.

La marge d'intérêts progresse sous l'effet de la hausse des activités de crédit sur l'ensemble des clientèles (particuliers, personnes morales, collectivités locales). Les commissions sont en hausse de 8,5% à 1 Md€ du fait du développement de l'équipement de la clientèle et du succès des activités d'assurance.

Les charges d'exploitation s'établissent à 2 289 millions d'euros, en hausse de 2,4% par rapport à juin 2012. Hors effet périmètre¹, la hausse est de 1,9% à 2 276M€. Cette évolution résulte notamment des investissements et moyens mis en œuvre pour le développement et la montée en charge des nouvelles activités (*crédits aux collectivités locales et personnes morales*).

¹Hors effet de l'intégration de BPE dans le périmètre de consolidation au 1^{er} avril 2013

Le coefficient d'exploitation est en amélioration de 0,7 point à 83,2%, soulignant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle de la banque.

Le résultat brut d'exploitation progresse de 8,7% à 471 millions d'euros.

Le coût du risque s'établit à 78 millions d'euros. Retraité de la provision passée sur les titres souverains grecs au premier semestre 2012 (+31 M€ sur les titres et +3M€ sur le fonds Progressio) et de l'intégration de BPE (+2 M€), le coût du risque courant progresse de 28 millions d'euros. Cette évolution est liée notamment aux effets de la hausse des encours de crédits à la consommation (+9 M€), de découverts (+6 M€) ainsi qu'aux effets conjugués de la hausse des encours de crédits immobiliers (+8 M€) et d'une modification en 2012 des règles d'identification et déclasséement des encours sensibles et douteux (4 M€ d'évolution défavorable).

Le résultat d'exploitation progresse de près 11,9% à 393 millions d'euros par rapport au premier semestre 2012. Hors effet périmètre, provision épargne logement et amende EIC, la progression est de 11,4%.

Après mise en équivalence de la quote-part du résultat de CNP Assurances pour 111M€, éléments divers et charge d'impôt sur les sociétés, **le résultat net part du Groupe** s'établit à 365 millions d'euros, en hausse de 9,4% par rapport au premier semestre 2012.

La Banque Postale affiche au 30 juin 2013 une position de solvabilité solide. Le **ratio Core Tier 1 en Bâle 2.5** s'élève à 11,2%, en diminution de 0,9 point par rapport au 31 décembre 2012. Cette évolution est liée à la progression des activités de crédit et à l'application des dispositions transitoires définies par l'ACP pour 2013 quant au traitement des participations d'assurance².

² Pondération en RWA de la part non déduite des fonds propres

Résultats par secteur d'activité

. Banque de Détail :

<i>-en M€ / Banque de détail</i>	S1 2013	S1 2012	%
Produit Net Bancaire	2 628	2 555	2,9%
<i>. A périmètre constant³, hors Epargne Logement, amende EIC</i>	2 612	2 555	2,2%
Frais de gestion	2 228	2 178	2,3%
<i>. A périmètre constant⁴</i>	2 216	2 178	1,7%
Résultat Brut d'exploitation	400	378	6,0%
Coût du risque	74	80	-7,9%
Résultat net part du Groupe	206	200	2,6%
Coefficient d'exploitation	84,8%	85,2%	

La banque de détail, qui regroupe les activités de commercialisation des produits et de gestion des activités de crédits et de dépôts des clientèles de LBP, reste le cœur de métier du groupe ; son PNB progresse de 2,9% par rapport au premier semestre 2012. Hors épargne logement, amende EIC et BPE, celui-ci progresse de 2,2%.

Performance opérationnelle :

La marge nette d'intérêts progresse de 56 millions d'euros. Hors effet des mouvements lié à la provision épargne logement (36M€) et effet périmètre (9M€) lié à l'intégration de BPE, la progression est de 10M€, et résulte du dynamisme des activités de crédit (crédits immobiliers et crédits aux personnes morales en particulier), ainsi que de la bonne tenue des marges. **La forte collecte LA et LDD** est sans effet positif significatif sur le PNB du fait de la baisse des commissions de commercialisation de ces produits.

Les opérations commissionnées augmentent de 6,8% pour s'établir à 968 millions d'euros. Hors effet périmètre lié à l'intégration de BPE (4M€), la progression est de 6,3%. Ceci traduit l'amélioration de l'équipement des clients dans le domaine des moyens de paiement et de la tenue de compte (+43M€ par rapport à 2012), comme dans celui des produits d'assurance (+16M€).

Les **autres produits et charges** représentent une charge de nette de 52 M€ au 30 juin 2013, en détérioration de 45 M€ par rapport à 2012. Le 1er semestre 2012 enregistre le remboursement par l'Autorité de la concurrence de l'amende EIC pour 33 M€.

³ Hors effet de l'intégration de BPE dans le périmètre de consolidation au 1^{er} avril 2013

⁴ Hors effet de l'intégration de BPE dans le périmètre de consolidation au 1^{er} avril 2013

Les **frais de gestion** s'établissent à 2 228 millions d'euros (+2,3%). L'évolution résulte d'un effet périmètre (intégration de BPE pour 12M€) et des charges relatives au développement des nouvelles activités de crédits aux collectivités locales et aux personnes morales.

Dans ce contexte, le **résultat brut d'exploitation** de la banque de détail progresse de 6% et s'élève à 400 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le **coût du risque** s'établit à 74 millions d'euros, soit une baisse de 7,9% par rapport au premier semestre 2012. Hors effet périmètre⁵, il diminue de 10,4%. Hors effet Grèce, le coût du risque courant progresse de 28 millions d'euros du fait de la progression des encours.

Le **résultat net part du groupe** de la banque de détail progresse et s'élève à 206 millions d'euros (+ 2,6%) au 30 juin 2013.

Activité commerciale :

Au premier semestre 2013, l'équipement de la clientèle de La Banque Postale poursuit sa progression. Ainsi, La Banque Postale enregistre près de 316 000 nouvelles ouvertures de CCP au premier semestre et 5,9 millions de clients détiennent désormais une convention de compte de la Banque. Le parc de cartes bancaires atteint 7,2 millions à fin juin 2013.

- **Epargne et dépôts**

L'**épargne bilantielle** (dépôts à vue, épargne réglementée...) est en forte progression, portée notamment par la hausse des plafonds du LA et LDD.

-en Mds d'€ (encours à la clôture)*	S1 2013	S1 2012	%
Dépôts à vue	47,2	47,8	-1,3%
Epargne ordinaire	87,0	80,6	8,0%
<i>Dont Livret A</i>	64,8	58,7	10,4%
<i>Dont LEP</i>	8,9	9,4	-5,6%
<i>Dont LDD</i>	7,0	4,9	42,5%
<i>Dont autres livrets</i>	6,3	7,5	-16,2%
Epargne Logement	26,7	26,8	-0,4%
OPCVM	14,7	15,2	-3,5%
Assurance-vie	116,6	112,4	3,7%

*Encours comptables en nominal (sauf Assurance-vie et OPCVM) intégrant BPE. Le périmètre des encours n'est pas comparable à celui publié au S1 2012.

⁵ Intégration de BPE dans le périmètre de consolidation au 01^{er} avril 2013

Les encours de **dépôts à vue** diminuent légèrement de 1,3% sur un an et s'élèvent à 47,2 milliards d'euros.

Les encours **d'épargne ordinaire** sont en hausse de près de 8% sur un an, tirés par la forte collecte constatée sur les livrets A (+ 10%) et LDD (+ 43%), dont le taux est resté attractif à 1,75%. Les encours **d'épargne logement** restent quasi-stables à 26,7 Mds€.

Les encours de La Banque Postale en **assurance-vie** progressent de 3,7% à 116,6 milliards d'euros pour 4,8 millions de contrats en portefeuille.

Les **encours d'OPCVM** sont en repli sur un an (-3,5%) à 14,7 Mds€ fin juin 2013.

- **Activité de crédit**

La Banque Postale poursuit l'accompagnement des besoins de financement de l'économie avec le développement des crédits aux personnes physiques et l'élargissement de sa gamme de financements aux personnes morales et aux Collectivités Locales (depuis novembre 2012).

L'**encours de crédit total** est en hausse de 17,9% sur un an à 55,1 milliards d'euros.

- en Mds d'€ (<i>encours à la clôture</i>)*	S1 2013	S1 2012	%
Crédits immobiliers	48,6	42,8	13,6%
Crédits à la consommation	3,0	2,2	34,3%
PMO	2,5	0,6	ns
<i>Dont Secteur Public Local</i>	1,2	ns	ns
Autres**	1,0	1,1	-12,6%
Crédits totaux	55,1	46,7	17,9%

*Encours comptables en nominal intégrant BPE. Le périmètre des encours n'est pas comparable à celui publié au S1 2012.

**DAV Débiteurs, différés CB

Avec 4,1 milliards d'euros de crédits mis en force (soit +23 % sur la production par rapport à juin 2012), les encours de **crédits immobiliers** progressent de 13,6% dans un marché encore peu dynamique. Une partie de cette progression est liée à l'intégration de BPE (+2,3Mds€) et le rachat fin 2012 de prêts de clients La Banque Postale anciennement gérés par le Crédit Foncier de France (+823M€).

Le développement du crédit à la consommation se traduit par une progression des encours de +34,3 % en un an, atteignant 3 milliards d'euros à juin 2013. La part de marché en encours⁶ de La Banque Postale sur ce segment progresse et atteint 3,3% à fin juin 2013.

Sur le **marché des personnes morales**, les encours totaux de crédits s'établissent à 2,5 milliards d'euros dont 1,2 milliard d'euros pour le **secteur public local**. Les engagements de hors bilan non tirés pour le secteur public local s'établissent à 2,6 milliards d'euros.

⁶ Hors BPE

. Gestion d'actifs :

Des résultats en progression grâce à la bonne tenue des marchés et au développement commercial auprès de la clientèle institutionnelle au premier semestre 2013.

- en millions d'euros	S1 2013	S1 2012	%
Produit net Bancaire	67	60	10,7%
Frais de gestion	31	32	-4,7%
Résultat d'exploitation	36	28	28,7%
Résultat net part du groupe	22	17	27,7%
Coefficient d'exploitation	46,4%	53,9%	

Le secteur de la gestion d'actifs regroupe les sociétés de gestion, gérant les OPCVM commercialisés dans le cadre des activités de banque de détail, ainsi que l'activité commerciale auprès des clients institutionnels.

Une meilleure dynamique du marché de la gestion d'actifs, liée à un niveau d'incertitude moindre sur les marchés, permet au **pôle Gestion d'Actifs** d'enregistrer un Produit net bancaire de 67 millions d'euros, en forte progression (+10,7%) par rapport au 1er semestre 2012.

Le PNB de La Banque Postale Asset Management augmente de 3,5% à 46 millions d'euros. La collecte réalisée auprès de la clientèle institutionnelle, ainsi que les effets de marché favorables constatés depuis le début de l'année, se traduisent par une hausse de 5,7% des encours gérés à 139 milliards d'euros fin juin 2013, dont une progression de 13% de ces encours actions.

LBPAM se maintient au 6ème rang⁷ des sociétés de gestion en termes de parts de marché.

La hausse des encours gérés, ainsi qu'une politique continue d'optimisation et de maîtrise des charges, se traduisent par un coefficient d'exploitation en amélioration de 7,5 points à 46,4%.

Dans ces conditions, le résultat net part du groupe de la gestion d'actifs affiche une forte hausse (+27,7%) et s'élève à 22 millions au 30 juin 2013.

⁷ Source : Europerformance

. Assurance :

L'Assurance poursuit son développement notamment dans l'assurance de dommages et enregistre un résultat d'exploitation de 31 millions en hausse de 19 %.

- en millions d'euros	S1 2013	S1 2012	%
Produit Net Bancaire	65	52	23,8%
Frais de gestion	30	24	22,2%
Coût du risque	4	2	ns
Résultat d'exploitation	31	26	19,1%
Quote-part de MEE	111	100	10,3%
Résultat net part du groupe	137	116	18,4%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>45,6%</i>	<i>46,3%</i>	

Le secteur Assurance est constitué des sociétés d'assurance et de courtage gérant les produits d'assurance commercialisés dans le cadre des activités de banque de détail.

Le déploiement des différentes offres de produits d'assurance se poursuit, et le secteur bénéficie d'une bonne dynamique commerciale se traduisant par un produit net bancaire de 65 millions d'euros, en forte progression (+23,8%) par rapport au 1er semestre 2012.

Le chiffre d'affaires global de la prévoyance (individuelle et collective), est en hausse de 7,7%, porté par les activités prévoyance individuelle et assurance emprunteur. Le nombre de contrats en portefeuille est de plus de 2,6 millions fin juin 2013.

Le PNB de l'assurance dommage augmente fortement à 13 millions d'euros contre 4 millions d'euros en juin 2012. Près de 244 000 affaires nouvelles ont été conclues au S1 2013 pour un portefeuille global de près de 680 000 contrats fin juin 2013.

La finalisation du déploiement de l'assurance santé, engagé en 2012, se traduit par près de 29 000 affaires nouvelles sur le 1^{er} semestre 2013.

Les frais de gestion sont en hausse de 6 millions d'euros, en lien avec la montée en charge des activités.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation progresse de près de 19,1%, pour un coefficient d'exploitation en amélioration de 0,6 point à 45,6%.

Le coût du risque s'établit à 4 millions d'euros et se maintient à un niveau faible.

Après mise en équivalence du résultat de CNP Assurances (111 M€), le résultat net part du groupe augmente fortement (+18,4%) et s'élève ainsi à 137 millions d'euros.

I.3 Notations

	Standard & Poor's	Fitch
Notation long terme	A+	A+
Perspectives	Négative	Stable
Date de mise à jour	03 juillet 2013	24 juillet 2013
Notation court terme	A-1	F1+

I.4 Facteurs de risques et d'incertitudes

Les facteurs de risques et d'incertitudes n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans la partie 4 du Document de Référence 2012.

I.5 Informations sur les parties liées

Les parties liées au Groupe La Banque Postale comprennent les principaux dirigeants et les sociétés consolidées par le groupe La Poste, filiales contrôlées exclusivement ou conjointement et sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces informations n'ont pas subi d'évolution significative depuis les éléments décrits dans le Document de Référence 2012 au chapitre 5.

II Gouvernement d'entreprise

Composition du Directoire :

- Philippe WAHL
- Marc Batave
- Yves Brassart

Composition du Conseil de Surveillance :

- Jean-Paul BAILLY, président du Conseil de Surveillance
- Marc-André FEFFER, vice président du Conseil de Surveillance
- Nathalie ANDRIEUX
- Didier BRUNE
- Sylvain de FORGES
- Xavier GIRRE
- Bernard HAURIE
- Jean-Robert LARANGE
- Georges LEFEBVRE
- Steeve MAIGNE
- Christiane MARCELLIER
- Maryvonne MICHELET
- Françoise PAGET BITSCH
- Didier RIBADEAU DUMAS
- Hélène WOLFF

III Gestion des risques

III.1 Risque de contrepartie

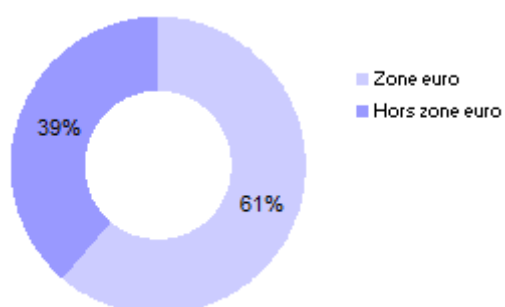
La Banque Postale est exposée au risque de contrepartie principalement dans le cadre de ses opérations sur instruments dérivés à terme.

Ce risque est limité par le fait que La Banque Postale travaille exclusivement avec des établissements financiers de premier plan, avec lesquels un accord de netting et de collatéral a été signé. Par ailleurs, les instruments utilisés sont principalement des swaps de taux « vanille ».

A la fin du premier semestre 2013, l'exposition nette totale sur ces contreparties, après application du collatéral lorsqu'il existe, est de 29.6 M€. Ces contreparties sont toutes notées a minima A-.

Zone géographique	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013
Zone euro	1,2	66,6	22,6	18,2
Hors zone euro	2,9	29,9	3	11,4
Total	4,1	96,5	25,6	29,6

Répartition des encours au 30/06/2013



III.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité structurel est mesuré via l'impasse de liquidité moyen – long terme qui correspond aux écoulements statiques stressés des passifs (convention d'écoulement) et des actifs.

Les impasses de liquidité mesurées au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 sont les suivantes :



Une impasse positive sur une maturité signifie que la banque dispose davantage de ressources que d'emplois sur cette maturité.

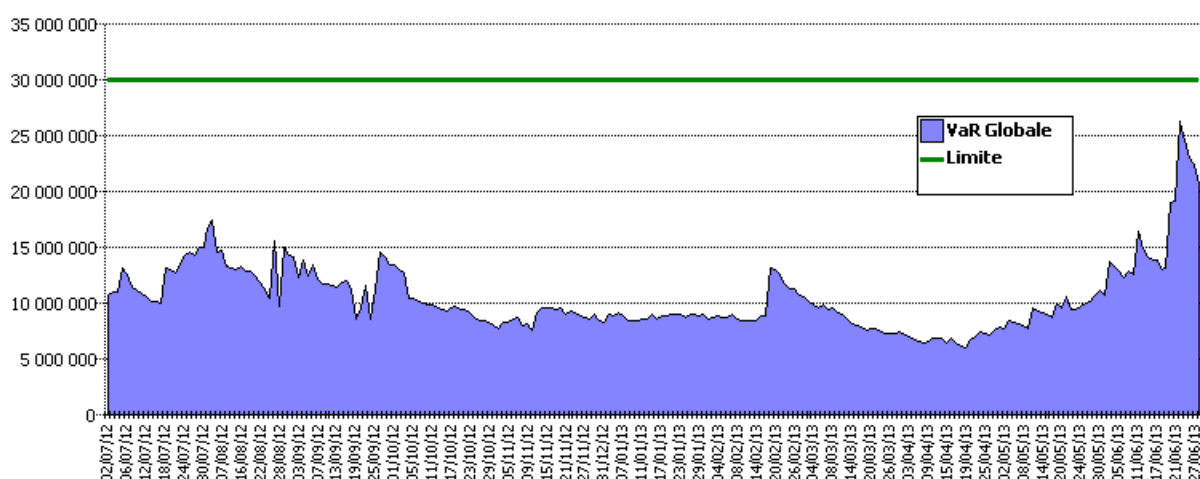
L'impasse de liquidité positive sur les maturités inférieures à cinq ans concrétise l'excès de liquidité de La Banque Postale, renforcé par la qualité des actifs financiers détenus et le classement comptable pris en compte pour gérer la liquidité structurelle de la Banque.

III.3 Risques de marché

Par souci de prudence, La Banque Postale a décidé d'encadrer l'ensemble de ses positions marquées au marché par une Value At Risk (99%, 1 jour), dont la limite est revue mensuellement par le Comité des Risques.

La VaR de la Banque Postale recouvre non seulement le portefeuille de transaction (impact sur le résultat de la juste valeur) mais aussi les positions comptabilisées en AFS (impact sur les fonds propres).

Evolution de la VaR



Données en millions d'euros

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	30/06/2013
VaR Globale	9,3	17,0	8,3	20,6
VaR des opérations enregistrées en portefeuille de négociation	9,6	2,4	2,0	5,1

Contributions des facteurs de risques de la VaR Globale

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	30/06/2013
Taux d'intérêts	6,0	10,6	1,9	17,0
Spread de crédit	2,2	3,0	5,0	-1,9
Change	-0,2	-0,1	0,2	-0,9
Marchés action	1,4	3,4	1,2	6,4
Volatilité	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	9,3	17,0	8,3	20,6

Statistiques sur le premier semestre 2013

	Moyenne	Minimum	Maximum
VaR Globale	9,9	6,1	26,3
VaR des opérations enregistrées en portefeuille de négociation	2,2	1,3	5,1

En matière de gestion des risques de marché, La Banque Postale est avant tout exposée au risque de taux, le risque de spread de crédit et actions sont de taille plus faible ; les risques de change, liés notamment aux activités de mandats internationaux et aux activités financières, ou les risques sur matières premières, sont modérés.

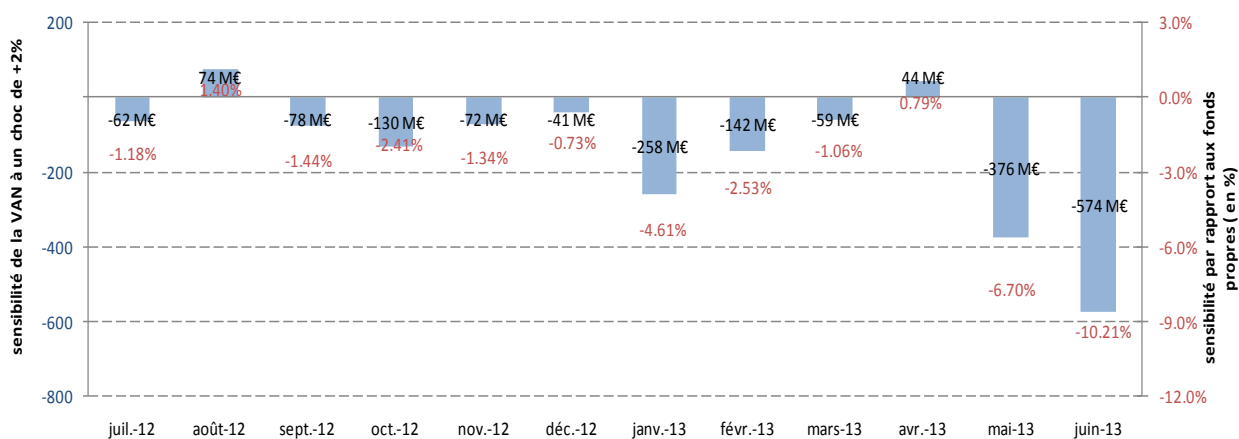
L'évolution de ces derniers mois est marquée par une assez longue période de calme en fin 2012 et début 2013, qui s'est terminée avec les déclarations de la FED à partir du mois de mai. Celle-ci a provoqué une hausse brutale de la volatilité des marchés en évoquant le ralentissement de ses achats d'actifs, souvent appelés le « Quantitative Easing ».

III.4 Risque global de taux

A fin mai 2013, la sensibilité à un choc de taux de 200bp est estimée à -6,70% en équivalent fonds propres (376M€).

La limite de 15% (en équivalent fonds propres) est respectée.

Cette sensibilité traduit une politique de transformation de taux modérée de la Banque Postale.



Les actifs et les passifs sans échéance contractuelle sont écoulés conformément aux scenarii validés par le comité ALM de la banque.

III.5 Ratios prudentiels

Au 30 juin 2013, les ratios de La Banque Postale affichent des niveaux solides avant augmentation de capital :

- Un ratio *Core Tier 1* de 11.2 %, un ratio de solvabilité de 13.2 %

	30-juin-13	31-déc-12
Total exigence de fonds propres (en M €)	3 512	3 132
Fonds propres prudentiels (en M €)	5 809	5 617
Ratio de solvabilité	13.2%	14.4%
Fonds propres prudentiels Tier 1 (en M €)	4 908	4 720
Ratio <i>Core Tier 1</i>	11.2%	12.1%

Exigences de fonds propres :

Au 30 juin 2013, les risques de crédit sont en hausse du fait du changement de l'évolution réglementaire sur le chargement en fonds propres de la participation CNP et de l'intégration BPE. Les exigences de fonds propres sur les risques opérationnels sont stables, et celles liées aux risques de marchés restent très limitées.

En M €		Risques de crédit	Risques de marché	Risques opérationnels
2013	Juin	2 749	96	668
2012	Décembre	2 407	63	661

III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIPEs

Variations des expositions directes aux GIPEs *

(en milliers d'euros)

	Déc 2012 Nominal	Dépréciations	Echéances	Cessions	Acquisitions	Juin 2013 Nominal	Déc 2012 Valeur au Bilan	Juin 2013 Valeur au Bilan
Grèce	-					-	-	-
Irlande	1 000					1 000	1 095	1 079
Italie	27 466					27 466	27 431	27 292
Portugal	-					-	-	-
Espagne	2 500					2 500	2 269	2 473
Total Actifs financiers disponibles à la vente	30 966	-	-	-	-	30 966	30 795	30 843
Grèce	-					-	-	-
Irlande	-					-	-	-
Italie	1 746 618		- 169 000			1 577 618	1 797 784	1 628 909
Portugal	1 143 800					1 143 800	1 156 112	1 170 858
Espagne	1 146 822					1 146 822	1 166 453	1 171 044
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	4 037 240	-	- 169 000	-	-	3 868 240	4 120 349	3 970 811
Grèce	-					-	-	-
Irlande	-					-	-	-
Italie	-					-	-	-
Portugal	-					-	-	-
Espagne	-					-	-	-
Total Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce								-
Irlande								-
Italie					110 000	110 000	-	109 670
Portugal								-
Espagne								-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	110 000	110 000	-	109 670

* Expositions directes : Encours (y compris dépréciation) des expositions pour compte propres ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du groupe.

III.7 Risques juridiques

Les risques juridiques constituent l'une des catégories des risques visés par le règlement CRBF 97-02. Ils concernent les activités de banque, d'assurance et de services financiers.

Au titre de la maîtrise des risques juridiques, la Direction juridique a un double rôle. D'une part, fournir une prestation de conseil aux Directions de la banque leur permettant de mesurer les risques juridiques inhérents à leur activité et d'autre part, assurer la défense des intérêts de la banque.

Par ailleurs, la Direction juridique contribue aux travaux de différents comités de la banque :

- dans le cadre du Comité de veille réglementaire, la Direction juridique définit et diffuse les positions de principe concernant les textes législatifs et réglementaires qui impactent l'activité de la banque ;
- dans le cadre du Comité des Risques, du Comité des Risques Opérationnels et du Comité des nouveaux produits, la Direction juridique analyse et émet des avis sur les dossiers présentés ;
- dans le cadre du Comité contentieux/provisions, la Direction juridique évoque les dossiers contentieux et leur provisionnement ;
- dans le cadre du Comité de Coordination du Contrôle Interne, la Direction juridique participe aux réflexions conduites à propos des travaux d'audit et de contrôle interne.

S'agissant des commissions interbancaires, la situation est la suivante :

- Commissions d'Echanges d'image chèque (EIC).

Le 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a condamné 11 banques de détail et La Banque de France, à une amende de 384,9 millions d'euros pour entente en matière de commissions EIC. La quote-part de La Banque Postale est de 32,9 millions d'euros.

Le 23 février 2012, la Cour d'appel de Paris a réformé la décision de l'Autorité, estimant que le grief d'entente n'était pas constitué. Le montant de l'amende a été restitué à La Banque Postale.

Le 23 mars 2012, le président de l'Autorité de la concurrence a formé un pourvoi devant la Cour de cassation. La procédure est en cours.

- Commissions sur les autres moyens de paiement (dont essentiellement les prélèvements).

Le 27 février 2009, la Fédération du Commerce et de la Distribution suivie par l'Association de Défense des Utilisateurs de Moyens de Paiement Européens, le 28 juillet 2011 ont contesté devant

l'Autorité de la concurrence la mise en place des commissions sur les autres moyens de paiement par 11 banques dont La Banque Postale et La Banque de France.

Le 5 juillet 2012, l'Autorité de la Concurrence a rendu une décision d'acceptation des engagements pris par les 11 banques.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société ait connaissance, qui soit en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

IV Information financière au 30 juin 2013

Compte de résultat au 30 Juin 2013

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2013	30.06.2012
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 917 812	3 298 316
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 309 612)	(1 865 027)
Commissions (produits)	3.2	1 115 640	1 042 326
Commissions (charges)	3.2	(112 198)	(117 414)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	8 190	147 665
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	3.4	102 661	89 056
Produits des autres activités		244 967	343 745
Charges des autres activités		(207 891)	(271 081)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 759 568	2 667 586
Charges générales d'exploitation	3.5	(2 194 835)	(2 146 637)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(93 707)	(87 538)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		471 026	433 411
Coût du risque	3.6	(77 642)	(81 822)
RESULTAT D'EXPLOITATION		393 384	351 589
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	2.7	110 770	100 447
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(365)	(648)
Variation de valeur des écarts d'acquisition		8 745	0
RESULTAT AVANT IMPÔT		512 535	451 388
Impôts sur les bénéfices	3.7	(143 356)	(118 834)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		369 179	332 554
Intérêts minoritaires		4 330	(1 048)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		364 850	333 603
<i>RESULTAT PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>		<i>13,17</i>	<i>12,04</i>
<i>RESULTAT DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>		<i>13,17</i>	<i>12,04</i>

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
RESULTAT NET PART DU GROUPE	364 850	333 603
Eléments recyclables en résultat	(83 236)	168 546
Ecarts de conversion	0	0
Actifs disponibles à la vente	(22 117)	114 061
<i>Variation de la réserve de réévaluation</i>	12 468	69 636
<i>Reclassement en résultat</i>	(43 479)	97 215
<i>Impôts différés</i>	8 894	(52 790)
Réserve de couverture des flux de trésorerie	(15 766)	5 891
<i>Variation de la réserve</i>	(21 569)	8 984
<i>Recyclage en résultat</i>	0	0
<i>Impôts différés</i>	5 803	(3 093)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	(45 353)	48 594
<i>Variation de la réserve nette de recyclage</i>	(55 478)	97 605
<i>Impôts différés</i>	22 496	(35 528)
<i>Ecarts de conversion</i>	(12 371)	(13 483)
Eléments non recyclables en résultat	(2 438)	0
Ecarts actuariels	(2 438)	0
Autres variations	0	0
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NETS D'IMPOTS PART DU GROUPE	(85 674)	168 546
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	279 176	502 149
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	1 513	(860)
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	280 689	501 289

Bilan consolidé au 30 Juin 2013

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2013	31.12.2012
ACTIF			
Caisse, banques centrales		1 353 702	2 725 691
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	6 918 343	6 899 791
Instruments dérivés de couverture		259 855	286 710
Actifs financiers disponibles à la vente	2.2	10 793 612	10 003 185
Prêts & créances sur les établissements de crédit	2.3	87 119 540	81 254 334
Prêts & créances sur la clientèle	2.4	56 134 729	49 930 597
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		105 065	293 386
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.5	36 008 606	37 035 568
Actifs d'impôts courants / différés		285 380	294 784
Comptes de régularisation & actifs divers		2 774 406	3 829 673
Actifs non courant destinés à être cédés		1 358	-
Participation aux bénéfices différée		-	-
Participations mises en équivalence	2.7	2 402 350	2 333 961
Immobilisations corporelles		488 311	500 128
Immobilisations incorporelles		336 085	345 383
Ecarts d'acquisition	2.8	53 655	53 655
TOTAL		205 034 995	195 786 844
PASSIF			
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	106 042	110 569
Instruments dérivés de couverture		360 380	563 290
Dettes envers les établissements de crédit	2.9	18 695 352	15 811 870
Dettes envers la clientèle	2.10	167 472 497	161 193 891
Dettes représentées par un titre		6 273 763	4 537 187
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 563	-
Passifs d'impôts courants / différés		26 322	24 319
Comptes de régularisation & passifs divers		3 564 244	5 068 469
Provisions techniques des entreprises d'assurance	2.11	742 693	674 214
Provisions	2.12	562 858	557 118
Dettes subordonnées		839 811	849 569
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		6 407 537	6 416 671
Capital souscrit		3 185 735	3 185 735
Réserves consolidées et autres		2 358 158	2 072 251
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		498 795	584 661
Résultat de l'exercice		364 850	574 024
INTERETS MINORITAIRES		(22 065)	(20 323)
CAPITAUX PROPRES		6 385 472	6 396 348
TOTAL		205 034 995	195 786 844

Tableau de variation des capitaux propres

	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE								Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital (1)	Prime d'émission	Réserves légales, RAN et autres réserves	Réserves consolidées	Gains ou pertes net d'impôts comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe		
					Ecarts actuariels	Réserve de conversion, Variation de juste valeur des instruments financiers (2) et (3)				
(en milliers d'euros)										
Capitaux propres IFRS au 31.12.2011	3 185 735	16 719	1 012 906	837 950		172 151	412 157	5 637 618	(17 200)	5 620 418
Affectation du résultat 2011			308 318	103 839			(412 157)	0		
Distribution 2012 au titre du résultat 2011			(185 600)					(185 600)	(3 129)	(188 729)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	122 718	103 839		0	(412 157)	(185 600)	(3 129)	(188 729)
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						119 952		119 952	189	120 141
Résultat du 30 juin 2012							333 603	333 603	(1 048)	332 554
Sous total	0		0	0		119 952	333 603	453 554	(859)	452 695
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				(4 009)		48 594		44 585		44 585
Autres variations				(52 355)				(52 355)	(3 806)	(56 161)
Capitaux propres IFRS au 30.06.2012	3 185 735	16 719	1 135 624	885 428		340 695	333 603	5 897 804	(24 995)	5 872 809
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						96 817		96 817	75	96 892
Résultat du second semestre 2012							240 421	240 421	791	241 212
Sous-total	0			0		96 817	240 421	337 238	866	338 104
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				(2 290)		149 093		146 803		146 803
Autres variations				36 770		(1 944)		34 826	3 806	38 632
Capitaux propres IFRS au 31.12.2012	3 185 735	16 719	1 135 624	919 908		584 661	574 024	6 416 671	(20 322)	6 396 348
Affectation du résultat 2012			311 772	262 252			(574 024)	(0)	0	(0)
Distribution 2013 au titre du résultat 2012			(258 183)					(258 183)	(3 283)	(261 466)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	53 589	262 252	0	0	(574 024)	(258 183)	(3 283)	(261 466)
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(2 438)	(37 883)	(40 321)	(131)	(40 452)
Résultat du 30 juin 2013							364 850	364 850	1 644	366 494
Sous total	0	0	0	0	(2 438)	(37 883)	364 850	324 529	1 512	326 042
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				(5 631)		(45 353)		(50 985)		(50 985)
Autres variations(4)			2 530	(26 834)	(191)			(24 495)	29	(24 466)
Capitaux propres IFRS au 30.06.2013	3 185 735	16 719	1 191 743	1 149 695	(2 629)	501 425	364 850	6 407 537	(22 065)	6 385 472

(1) Au 30 juin 2013 le capital de La Banque Postale est composé de 27 702 042 actions d'une valeur nominale de 115 euros.

(2) Les gains ou pertes latents ou différés comprennent les réserves de conversion ; ces dernières proviennent des filiales étrangères consolidées par le groupe CNP Assurances.

(3) Les gains ou pertes latents ou différés comprennent notamment 359 millions d'euros au 30 juin 2013 au titre des gains nets latents sur actifs disponibles à la vente constatés par le groupe CNP Assurances, pour 392 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(4) Les autres variations proviennent essentiellement de la variation de valeur des options de vente des minoritaires et de l'exercice du put sur LBP Gestion Privée (-27 M€). Elles intègrent également pour 2 530 K€ le reclassement au 1^{er} janvier 2013 des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres en application de la norme IAS 19 révisée.

Tableau des flux de trésorerie relatifs au premier semestre 2013

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées, d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les dettes subordonnées.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories. Sont en particulier affectés aux activités opérationnelles, les titres relatifs à des participations stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente ».

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Résultat avant impôts	509 850	451 388
+/- Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	94 196	87 531
- Variations et dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(8 744)	
+/- Dotations nettes aux provisions	114 819	3 053
+/- Pertes nettes / gains des activités d'investissement	355	648
+/- Pertes nettes / gains des activités de financement		
+/- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(110 770)	(100 447)
+/- Autres mouvements	442 728	191 364
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	532 584	182 149
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(4 130 891)	(4 399 894)
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	894 265	2 042 213
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	780 213	2 619 485
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(528 939)	(383 362)
- Impôts versés	(122 522)	42 714
= Diminution /augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(3 107 875)	(78 844)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	(2 065 442)	554 693
+/- Flux liés aux actifs financiers et participations	1 141 797	(2 339 282)
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(60 801)	(79 257)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	1 080 996	(2 418 539)
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(261 466)	(188 733)
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(26 029)	22 206
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT(C)	(287 495)	(166 527)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE ET CHANGEMENTS DE MODE SUR LA TRESORERIE (D)		
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(1 271 940)	(2 030 373)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	2 900 320	2 569 173
Caisse, banques centrales	2 725 691	2 643 973
Comptes et prêts emprunts à vue auprès des établissements de crédit	174 629	(74 800)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture	1 628 379	538 802
Caisse, banques centrales	1 353 702	484 388
Comptes et prêts emprunts à vue auprès des établissements de crédit	274 677	54 414
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(1 271 940)	(2 030 371)

CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

1 Faits marquants de la période

1.1 Evolutions de périmètre

Création de **La Banque Postale Collectivités Locales**, société détenue à 65% par La Banque Postale et 35% par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette filiale assure des prestations de service relatives à la commercialisation des crédits accordés par La Banque Postale aux collectivités locales et aux hôpitaux. La Banque Postale Collectivités Locales disposera du statut d'intermédiaire en opérations de banque. L'activité de cette société n'a pas d'impact significatif sur les comptes du 1^{er} semestre.

La Banque Postale a acquis le 2 avril 2013 la société **BPE (ex Banque Privée Européenne)** après scission des activités de gestion de fortune, à Crédit Mutuel Arkéa. Cette société est détenue à 100% par La Banque Postale. La BPE représente un total de bilan de près de 3 mds€, un produit net bancaire d'environ 56M€ annuel⁸ (avant scission des activités de gestion de fortune), près de 200 personnes et 33 agences en France.

Le bilan résumé d'entrée de la BPE dans la consolidation du Groupe La Banque Postale est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	31-mars-13
Actif	
Créances établissements de crédit	624
Créances clientèles	2 507
Autres actifs	23
Immobilisations	14
Total Actif	3 168
Passif	
Dettes établissements de crédit	2 271
Dettes clientèles	756
Autres Passifs	27
Fonds propres	114
Total Passif	3 168

Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale, à la juste valeur des actifs, passifs, éléments de hors bilan et passifs éventuellement identifiables, n'étant pas complètement achevées,

⁸ Le produit net bancaire de la BPE s'élevait à 56M€, sur des comptes établis en normes françaises, au 31 décembre 2012

l'allocation du prix d'acquisition a été réalisée de manière provisoire et est susceptible d'être ajustée pendant la période d'évaluation, soit dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 § 45. L'écart d'acquisition négatif (+0,6M€) repris dans les comptes revêt un caractère provisoire. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du développement de la filière patrimoniale au sein de la Banque et vient renforcer la gamme de l'offre sur ce segment. BPE intègre le secteur d'activité de la Banque de détail.

Depuis le 27 juin 2013, au terme d'une procédure d'arbitrage qui a arrêté le prix d'acquisition par La Banque Postale des 49 % de **La Banque Postale Gestion Privée** détenus par Oddo & Cie, La Banque Postale détient désormais 100 % de sa filiale.

La Banque Postale Home Loan SFH (ex-Gallieni SF2-3), filiale détenue à 100% par La Banque Postale a obtenu son agrément le 24 juin dernier pour exercer l'activité de Société de Financement de l'Habitat. Elle est dotée d'un capital de 120M€. Les premières émissions n'auront lieu qu'au second semestre 2013 et seront garanties par des crédits immobiliers octroyés par La Banque Postale. Cette société vise à diversifier les sources de refinancement du groupe sur les marchés financiers.

Le rachat progressif des minoritaires du sous groupe **Tocqueville** s'est poursuivi au 1^{er} semestre. La société Tocqueville Finance Holding est désormais détenue à 91,86% au lieu de 90.97% au 31 décembre 2012

Sopassure a opté, comme en 2012, pour la distribution du dividende de la **CNP** sous forme d'actions. Par cette opération, Sopassure a acquis 17 504 455 nouveaux titres de la CNP. Cette augmentation de capital souscrite par une partie seulement des actionnaires a eu pour effet de diluer les actionnaires n'ayant pas opté pour un paiement en actions. Sopassure, par cet effet, détient désormais 36,25% de la CNP. Le taux de détention de la CNP par le groupe La Banque Postale est désormais de 20,15% y compris option d'achat de 2,01% (contre 19,98% fin 2012). Cette acquisition complémentaire a amené la Banque à constater un écart d'acquisition négatif (badwill) de 8 M€ dans le résultat.

1.2 Autres faits marquants

1.2.1 Exposition sur les pays de la zone euro bénéficiant d'un plan de soutien

Le montant des expositions sur les pays ayant bénéficié d'un plan de soutien est relativement stable par rapport au 31 décembre 2012. L'essentiel de ces titres est situé dans des portefeuilles détenus jusqu'à l'échéance et fait donc l'objet d'un écoulement sur la base des remboursements.

1.2.2 Entrée au capital dans la Société de Financement Local (SFIL).

La Banque Postale a pris une participation minoritaire de 5 % dans la création de la société de financement local au côté de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations. La SFIL détient 100% de la Caisse de Française de Financement Locale (« CaFIL, ex Dexia Municipal Agency), qui est une société de crédit foncier dont l'objet est de financer les crédits accordés aux collectivités locales européennes accordés par DEXIA jusqu'en décembre 2012 et les crédits accordés par La Banque Postale depuis le courant de l'année 2012.

La SFIL, en tant qu'établissement de crédit, assure les opérations de gestion courante de la CaFIL, lui a accordé son soutien et a conclu à son profit une convention de financement. Elle est également contrepartie de swaps conclus par la société (pour moins de 20% de l'encours de dérivés de la CaFIL).

1.2.3 Crédit impôt compétitivité emploi

La Loi de Finances Rectificative pour 2012 (III)⁹ institue, en faveur des entreprises soumises à l'IR ou l'IS sous le régime du bénéfice réel, un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) qui a pour assiette les rémunérations versées aux salariés à compter du 1^{er} janvier 2013. Le crédit impôt s'élève en 2013 à 4% appliqué sur les rémunérations qui ne dépassent pas 2,5 fois le SMIC.

⁹ Article 66 de la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012

Cette mesure bénéficie à La Banque Postale à travers les personnels des services financiers. Ces personnels sont payés par La Banque à La Poste via les conventions de services. L'impact au 30 juin est une réduction des charges de l'ordre de 24 M€ au 1^{er} semestre (cf annexe 3.5).

1.3 Chez CNP Assurances

1.3.1 Paiement du dividende sur le résultat 2012 en actions

L'assemblée générale mixte des actionnaires de CNP Assurances, réunie le 25 avril 2013, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2012, soit 0,77 euro par action, et a décidé que chaque actionnaire pourrait opter, comme l'exercice précédent, pour le paiement du dividende soit en numéraire, soit en actions nouvelles de la Société.

L'option pour le paiement du dividende en actions nouvelles de la Société, qui pouvait être exercée par les actionnaires du 30 avril 2013 au 21 mai 2013 inclus, a largement retenu l'intérêt des actionnaires de la Société : 88,8 % des droits à dividende ont été exercés en faveur du paiement en actions.

Cette opération s'est traduite par la création de 43 118 302 actions nouvelles, soit une augmentation du capital de 438 944 314 euros et de 6,7 % du nombre d'actions émises. Leur livraison et admission aux négociations sur le marché NYSE Euronext Paris est intervenue le 30 mai 2013. Le dividende en numéraire a été également versé à compter du 30 mai 2013.

A l'issue de cette opération, le capital social de la société est composé de 686 618 477 actions de 1 euro de nominal.

1.3.2 Test de dépréciation du goodwill et amortissement exceptionnel de l'In-Force des filiales chypriotes et grecques

Le groupe CNP Assurances a apprécié la valeur de ses filiales chypriotes et grecques – portées par CNP Laiki Insurance Holdings (CNP LIH) – et du *goodwill* résiduel attaché (79,4 M€) à l'aune d'un contexte économique et financier particulier, caractérisé notamment par une hausse du risque pays associé et une récession économique profonde. Le gouvernement chypriote est arrivé, le 25 mars 2013, à un accord avec les instances européennes (Commission européenne, Banque Centrale européenne) et internationales (Fonds Monétaire International). Celui-ci ouvre la voie à un prêt de 10 Md€ destiné à sauver l'île de la faillite. Le FMI y participe à hauteur de 1 Md€. En contrepartie, Chypre a accepté de réduire drastiquement la taille de son secteur bancaire, d'augmenter des impôts, de diminuer les effectifs de la fonction publique et de privatiser certaines compagnies. Ce

plan de sauvetage prévoit notamment la mise en liquidation de Laiki Bank, le partenaire de CNP Assurances depuis 2008, et le transfert de ces droits et obligations dans le cadre de l'accord conclu avec CNP Assurances à Bank of Cyprus. A cette occasion, le holding CNP Laiki Insurance Holdings sera renommé CNP Cyprus Insurance Holdings au début du 2^{ème} semestre.

Dans le cadre du plan de sauvetage international, Chypre a indiqué le 1^{er} juillet 2013 avoir mené à bien un échange d'obligations d'État d'une valeur d'1 Md€ contre de nouvelles obligations ayant une échéance plus longue. L'annonce de cette restructuration partielle de la dette chypriote a conduit plusieurs agences de notation à considérer que la République de Chypre était désormais en « défaut sélectif ».

Au regard des fortes incertitudes qui pèsent sur l'activité des sociétés et des négociations en cours avec Bank of Cyprus, le *business plan* de la filiale a été mis à jour sur la période 2013 - 2017. Sur la base de ce nouveau *business plan* et de l'appréciation des risques associés, le groupe CNP Assurances a procédé à une nouvelle valorisation de la valeur d'utilité de la filiale, en prenant des hypothèses prudentes pour la projection des flux futurs des filiales de CNP Laiki Insurance Holdings, notamment en relevant la prime de risque de 600 points de base et en diminuant les montants des nouvelles affaires des quatre prochaines années. Cette valorisation conduit à constater une dépréciation de 44,6 M€ du *goodwill* de CNP Laiki Insurance Holdings, soit 56 % du *goodwill* existant.

Par ailleurs, en raison de l'augmentation des rachats constatés dans le contexte financier et économique décrit ci-dessus, le groupe CNP Assurances a décidé de procéder à un amortissement exceptionnel et anticipé d'une partie de l'*In-Force* comptable comptabilisé sur les entités chypriotes et grecques pour un montant net d'impôt part du Groupe de 5,5 M€.

2 Evénements postérieurs à la clôture

2.1 Augmentation de capital

Le conseil d'administration de La Poste a validé, le 4 juillet, le principe d'une augmentation de capital de La Banque Postale à hauteur de 1 milliard d'euros. Cette augmentation de capital devrait se faire, d'une part, par l'apport d'un actif désigné de La Poste et, d'autre part, par l'émission d'une dette admissible en fonds propres. Les modalités précises de l'opération restent à définir. Cette augmentation de capital devrait intervenir avant la fin de l'année 2013.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture de CNP

CNP Assurances a annoncé le 11 juillet 2013 une opération de gestion de son encours de dette subordonnée. Cette dernière prend la forme d'un rachat partiel de 380 M€ de la souche perpétuelle de 1 250 M€ ayant une date de *call* en 2016 (FR0010409789) comptabilisée en capitaux propres (cf. le tableau des titres super subordonnés perpétuels classés en capitaux propres au paragraphe 4.1), et permettant au Groupe de dégager un résultat avant impôt de 14,8 M€. Le financement est réalisé par une nouvelle émission perpétuelle de 500 M\$ placée auprès d'investisseurs asiatiques et européens dont les conditions contractuelles lui confère un classement en dettes financières. Les opérations de rachat et d'émission nouvelle sont lancées de façon concomitante.

NOTE 1 PRINCIPALES REGLES D’EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

1.1 Cadre Réglementaire

En application du règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 imposant aux entreprises dont les titres de dettes sont admis à la cote d’un marché réglementé, d’appliquer le référentiel établi par l’International Accounting Standard Board (IASB), le groupe La Banque Postale établit, depuis le 1^{er} janvier 2007, ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu’approuvé par l’Union Européenne. En particulier, le Groupe a choisi de faire usage des dispositions du règlement n°2086/2004 de la Commission Européenne adoptant la norme IAS 39 à l’exception de certaines dispositions. Ce règlement européen permet ainsi d’élire aux relations de couverture de juste valeur, certaines des opérations de macro couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle).

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l’Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne à l’adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les effets de la première application des normes IFRS sur les capitaux propres, le bilan, le compte de résultat ainsi que les règles spécifiques de première application retenues selon la norme IFRS 1 ont été détaillés dans le rapport annuel 2007.

Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis en conformité avec IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils comprennent une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d’appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l’exercice clos au 31 décembre 2012. Les états financiers intermédiaires résumés n’incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels complets établis en conformité avec les IFRS. Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe au 31 décembre 2012.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire du 29 juillet 2013.

Jugements et estimations

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la Direction d'exercer son jugement, de procéder aux meilleures estimations possibles et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs effectives se révélant ultérieurement peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des points décrits ci-après.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe a utilisé le format d'états de synthèse proposé par la recommandation n° 2009 R04 du 2 juillet 2009 du Conseil national de la comptabilité.

1.2 Normes et interprétations applicables par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013

Normes ou Interprétations	Date de publication par l'UE
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »	5 juin 2012
Amendements à IAS 19 « Avantage au personnel »	5 juin 2012
Amendements IFRS 7 « Informations en annexe : compensation actifs/passifs financiers	13 décembre 2012
IFRS13 « Evaluation à la juste valeur »	11 décembre 2012
Amélioration annuelle des IFRS – Cycle 2009 - 2011	27 mars 2013
IFRIC 20 « Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »	11 décembre 2012
Amendements IAS 12 « Recouvrement des actifs sous-jacents »	11 décembre 2012
Amendements IFRS 1 « Hyperinflation sévère et suppression des dates fixes pour les premiers adoptants »	11 décembre 2012
Amendements IFRS 1 « Prêts publics »	4 mars 2013

Les normes IFRS 13, l'amendement IAS 19 ont eu un impact non matériel sur les comptes du groupe. L'amendement IAS 1 a eu pour effet de faire évoluer la présentation de l'information requise. Les autres normes sont sans impact.

Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » :

Cet amendement modifie la présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres afin de distinguer les éléments recyclables en résultat de ceux qui ne le seront jamais et les effets d'impôts liés.

Nouvelle norme IFRS 13 :

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. La norme explicite clairement que la juste valeur doit être déterminée en tenant compte du risque de crédit, y compris le risque de crédit propre, et ce également pour les dérivés (CVA/DVA). L'entité doit utiliser des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables.

IFRS 13 ne modifie pas le champ d'application de la juste valeur mais s'applique lorsqu'une autre norme exige ou permet les évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations à la juste valeur. Elle est d'application prospective sans comparatif.

L'impact dans les comptes du Groupe est non matériel.

Engagements sociaux : modification de la norme IAS 19R :

Les principales conséquences de l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » sont d'une part l'enregistrement obligatoire en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et d'autre part la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, en cas de modification de plan.

Compte tenu de la faible matérialité, il n'a pas été procédé à une correction sur l'exercice antérieur. L'impact pour le groupe La Banque Postale, s'est limité aux capitaux propres d'ouverture, par un transfert du report à nouveau vers le nouvel agrégat des écarts actuariels sur engagements sociaux pour un montant de -2.6M€ net d'impôts.

1.3 Normes et interprétations non encore appliquées

L'IASB et l'IFRIC ont publié des normes et des interprétations qui ne sont pas d'application obligatoire au 30 juin 2013. Les normes ou interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur de manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'Union Européenne	Date d'entrée en vigueur	Au 30 juin 2013 application
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible
IFRS 11 « Partenariats »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible
IFRS12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible
IAS 27R « Etats financiers individuels »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible
IAS 28R « Participations dans des entreprises associées et dans des co-entreprises »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible
Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Modalités de transition »	4 avril 2013	1 ^{er} janvier 2014	possible
Amendements IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers»	13 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014	possible

Au 30 juin 2013, le Groupe n'a pas anticipé l'application de normes. Le Groupe est en cours d'analyse sur les incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes.

NOTE 2 NOTES RELATIVES AU BILAN

2.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat

Portefeuille de transaction et actifs et passifs à la juste valeur sur option par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2013			31.12.2012		
	Transaction	Option juste valeur	TOTAL	Transaction	Option juste valeur	TOTAL
Effets publics et valeurs assimilées	213 028		213 028	288 991		288 991
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 560 595		6 560 595	6 455 074		6 455 074
Actions et autres titres à revenu variable	36 878		36 878	46 574		46 574
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	6 810 501		6 810 501	6 790 639		6 790 639
Dettes représentées par un titre		5 735	5 735		5 658	5 658
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		5 735	5 735		5 658	5 658

Dérivés détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux d'intérêt	101 632	68 124	104 413	76 939
Instruments dérivés de taux de change	1 417	5 277	2 784	7 107
Autres instruments dérivés	4 793	26 906	1 955	20 865
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	107 842	100 307	109 152	104 911

(en milliers d'euros)	30.06.2013		31.12.2012	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations conditionnelles	4 793	26 906	1 955	20 865
Options de taux	4 793	26 906	1 955	20 865
Autres dérivés	103 049	73 401	107 197	84 046
Contrat de change	1 417	5 277	2 784	7 107
Swap de taux	101 632	68 124	104 413	76 939

2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Effets publics et valeurs assimilées	1 704 389	1 959 998
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 931 536	6 924 817
Actions et autres titres à revenu variable	1 046 617	1 006 774
Titres de participation non consolidés	111 070	111 596
Actifs financiers disponibles à la vente	10 793 612	10 003 185
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu fixe	71 982	107 081
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu variable	19 862	13 043

Détail des titres de participation non consolidés

(en milliers d'euros)	30.06.2013					31.12.12
	Val. comptable des titres	Avances & créances rattachées	Dépréciations	Valeur nette	Quote part de capital en %	Val.nette des titres
Crédit Logement	81 142			81 142	6.00%	81 142
AM Lab	5 387			5 387	100.00%	5 387
Thiriet Gestion	3 049			3 049	33.40%	4 049
Ciloger	3 055			3 055	45.00%	3 055
Oséo	3 924			3 924	0.15%	3 924
Transactis	2 474			2 474	50.00%	2 474
Titres Cadeaux	2 200			2 200	50.00%	2 200
Europay	1 339			1 339	6.00%	1 339
X Ange Private Equity	1 237			1 237	90.00%	1 237
Vernier Roosevelt	1 134			1 134	100.00%	1 134
Autres	7 355	1 108	(2 334)	6 129		5 655
Total des participations et avances	112 296	1 108	(2 334)	111 070		111 596

Les titres de participation non consolidés qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût. Leur montant s'élève à 19 483 k€ au 30 juin 2013.

2.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes ordinaires débiteurs	425 500	240 062
Comptes et prêts	80 971 519	77 219 627
Titres reçus en pension livrée	2 557 213	407 895
Prêts subordonnés et participatifs	191 498	182 984
Créances douteuses	6	0
Dépréciation	(6)	0
Comptes et prêts sur établissements de crédit	84 145 730	78 050 568
Titres assimilés à des prêts et créances	2 973 810	3 203 766
Titres assimilés à des prêts et créances	2 973 810	3 203 766
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87 119 540	81 254 334

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Il n'y a désormais plus d'encours issus de la catégorie « Actifs disponibles à la vente », suite aux reclassements opérés au 1^{er} Juillet 2008 et autorisés par l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008.

Les fonds du Livret A et du Livret de Développement Durable et d'Épargne Populaire centralisés à la Caisse des dépôts et consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 78 537 millions d'euros au 30 juin 2013 pour 74 747 millions d'euros au 31 décembre 2012.

2.4 Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes ordinaires débiteurs clientèle	673 607	579 826
Créances commerciales	0	0
Crédits de trésorerie	2 947 505	2 625 004
Crédits à l'habitat	48 516 129	44 993 364
Crédits aux personnes morales	1 083 851	465 688
Crédit secteur public local (1)	1 155 341	200 563
Autres concours à la clientèle	54 493	41 085
Titres reçus en pension livrée	418 680	140 252
Créances douteuses	573 049	402 628
Dépréciations	(290 787)	(216 151)
Prêts et créances sur la clientèle	55 131 868	49 232 259
Opérations de location financement	289 344	171 807
Créances douteuses	881	495
Dépréciations	(600)	(228)
Opérations de location financement	289 625	172 074
Titres assimilés à des prêts et créances	713 236	526 264
Titres assimilés à des prêts et créances	713 236	526 264
Prêts et créances sur la clientèle	56 134 729	49 930 597

(1) Le montant des engagements non tirés sur le secteur public local s'élève à 2 600 M€ au 30 juin 2013.

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ils sont issus de la catégorie « Actifs disponibles à la vente » à hauteur de 6 M€, suite aux reclassements opérés au 1^{er} Juillet 2008 et autorisés par l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008.

2.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Effets publics et valeurs assimilées	32 483 727	33 162 055
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 524 879	3 873 513
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	36 008 606	37 035 568

2.6 Complément d'information sur les expositions souveraines

Expositions souveraines 2013

La Banque Postale ne détient pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

(en milliers d'euros)	Total Portefeuille Bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total Expositions directes (1)	Hors Bilan	Total Expositions directes et indirectes (2)	Exposition en %
GRECE	-	-	-	-	-	0,0%
IRLANDE	1 079	-	1 079	94 706	95 785	0,2%
ITALIE	1 656 201	109 670	1 765 871	193 183	1 959 054	5,0%
PORTUGAL	1 170 858	-	1 170 858	170 618	1 341 476	3,4%
ESPAGNE	1 173 517	-	1 173 517	32 704	1 206 221	3,1%
TOTAL GIIPes	4 001 654	109 670	4 111 324	491 211	4 602 535	11,7%
ALLEMAGNE	2 809 298	-	2 809 298	-	2 809 298	7,1%
AUTRICHE	68 922	-	68 922	33 209	102 131	0,3%
BELGIQUE	1 950 493	-	1 950 493	-	1 950 493	4,9%
FRANCE	27 435 966	456 414	27 892 380	-	27 892 380	70,7%
GRANDE-BRETAGNE	-	-	-	-	-	0,0%
LUXEMBOURG	18 578	-	18 578	-	18 578	0,0%
PAYS BAS	-	-	-	-	-	0,0%
POLOGNE	10 463	-	10 463	-	10 463	0,0%
SLOVAQUIE	563	-	563	-	563	0,0%
SLOVENIE	2 267	-	2 267	-	2 267	0,0%
SUISSE	2 925	-	2 925	-	2 925	0,0%
SUPRA-NATIONAL	1 011 188	103 358	1 114 546	-	1 114 546	2,8%
TOTAL EUROPE	33 310 663	559 772	33 870 435	33 209	33 903 644	85,9%
RESTE DU MONDE	960 460	-	960 460	-	960 460	2,4%
TOTAL	38 272 776	669 442	38 942 218	524 420	39 466 638	100,0%

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour comptes propres.

(2) Expositions directs et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Recensement sur le périmètre défini par l'ABE incluant les administrations locales et régionales ou les organismes bénéficiant d'une garantie d'État.

Expositions souveraines ayant fait l'objet d'un plan de soutien (Grèce, Irlande, Portugal)

Recensement par catégorie

(en milliers d'euros)	Portefeuille Bancaire ⁽¹⁾				Actifs à la juste valeur par résultat	Total Bilan après dépréciations	Hors Bilan (2)	Total Bilan et Hors Bilan
	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total Portefeuille Bancaire				
GRECE	-	-	-	-	-	-	-	-
IRLANDE	-	1 079	-	1 079	-	1 079	94 706	95 785
PORTUGAL	-	-	1 170 858	1 170 858	-	1 170 858	170 618	1 341 476
Total	-	1 079	1 170 858	1 171 937	-	1 171 937	265 324	1 437 261

(1) Les valeurs présentées sont exprimées en valeur nette comptable au bilan

(2) Les montants hors bilan correspondent aux expositions indirectes à travers des garanties données notamment à des OPCVM du Groupe

Représentation des gains et pertes latentes inscrites en réserves

(en milliers d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes latents inscrits en réserve	Niveau de hiérarchie de Juste Valeur
GRECE	-	-	N1
IRLANDE	1 079	62	
PORTUGAL	-	-	
Total	1 079	62	

Impact des dépréciations

(en milliers d'euros)	Total Bilan et Hors Bilan	dont dépréciations	Total avant dépréciations
GRECE	-	-	-
IRLANDE	95 785	-	95 785
PORTUGAL	1 341 476	-	1 341 476
Total	1 437 261	-	1 437 261

Représentation par maturité

(en milliers d'euros)	Durée restant en années							
	Total Bilan et Hors Bilan	1	2	3	4	5	<=10	>=10
GRECE	-	-	-	-	-	-	-	-
IRLANDE	95 785	94 706	-	1 079	-	-	-	-
PORTUGAL	1 341 476	350 844	-	567 692	422 940	-	-	-
Total	1 437 261	445 550	-	568 771	422 940	-	-	-

2.7 Participations mises en équivalence

(en milliers d'euros)	30.06.2013		31.12.2012	
	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat
Groupe CNP Assurances	2 402 350	110 771	2 333 961	176 028
Participations mises en équivalence	2 402 350	110 771	2 333 961	176 028

Les données publiées par le groupe CNP Assurances font apparaître un total de bilan de 359 580 millions d'euros, un chiffre d'affaires de 14 010 millions d'euros et un résultat net de 583 millions d'euros au 30 juin 2013. La valeur boursière de CNP Assurances est de 7 570 millions d'euros au 30 juin 2013.

2.8 Ecarts d'acquisition

Flux de la période :

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Valeur nette au 1er janvier	53 655	53 655
Ecarts résultant de prises de participation		
Cessions		
Dépréciations de la période		
Autres mouvements		
Valeur nette au 30 juin	53 655	53 655

Ecarts d'acquisition détaillés :

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Groupe Tocqueville Finance	27 498	27 498
La Banque Postale Asset Management	24 810	24 810
La Banque Postale Prévoyance	1 347	1 347
Easybourse	4 722	4 722
Total des écarts d'acquisition bruts	58 377	58 377
Dépréciation des écarts d'acquisition	(4 722)	(4 722)
Total des écarts d'acquisition nets	53 655	53 655

2.9 Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes ordinaires créditeurs	140 808	58 856
Comptes et emprunts	1 816 737	786 647
Titres donnés en pension livrée	16 714 120	14 947 623
Autres sommes dues	23 687	18 744
Dettes envers les établissements de crédit	18 695 352	15 811 870

2.10 Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Livret A	64 779 309	61 755 821
Plan et Compte épargne logement	26 720 639	26 466 507
Autres comptes à régime spécial	22 960 521	23 191 424
Comptes d'épargne à régime spécial	114 460 469	111 413 752
Comptes ordinaires créditeurs clientèle	47 213 664	45 383 637
Titres et valeurs données en pension	3 780 995	2 875 117
Comptes à terme	1 524 521	1 253 496
Emprunts clientèle	260 029	12 055
Autres sommes dues	232 819	255 834
Dettes envers la clientèle	53 012 028	49 780 139
Opérations avec la clientèle	167 472 497	161 193 891

2.11 Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Dotations	Reprises	Autres	30.06.2013
Provisions techniques vie	288 442	302 530	(288 442)	0	302 530
Provisions techniques non vie	211 001	155 382	(149 075)	0	217 308
Provisions pour égalisation	7 650	7 822	(7 650)	0	7 822
Autres provisions	133 732	161 170	(103 125)	0	191 777
Provisions techniques	640 824	626 903	(548 292)	0	719 436

(en milliers d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes techniques assurance "comptabilité reflet"	23 257	33 390
Shadow	23 257	33 390

Il s'agit des provisions constituées par La Banque Postale Prévoyance.

2.12 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Dotations	Reprises	Reprises non util.	Autres (1)	30.06.2013
Provisions sur avantages au personnel	11 693	510	(89)	0	392	12 506
Provisions pour risques Epargne Logement	331 200	2	(3 400)	0	187	327 989
Provisions pour litiges sociaux et charges de personnel	3 001	1 610	(1 946)	0	447	3 112
Provisions pour engagement par signature	127 196	0	(3 346)	0	0	123 850
Autres provisions	84 028	23 681	(14 377)	(130)	2 199	95 401
Provisions	557 118	25 803	(23 158)	(130)	3 225	562 858

(1) La colonne « Autres » correspond à l'entrée de la BPE dans le périmètre de consolidation.

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU COMPTE DU RÉSULTAT

3.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Le montant des intérêts perçus au titre de la centralisation des fonds du Livret A et du Livret de développement durable s'élève à 962 085 k€ au 30 juin 2013.

(en milliers d'euros)	30.06.2013		30.06.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 120 177	(12 913)	1 211 917	(17 487)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 022 267	(1 144 408)	899 623	(1 360 360)
Intérêts sur opérations de couverture	82 844	(129 825)	262 694	(278 449)
Intérêts sur actifs disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance	692 524	0	847 065	0
Intérêts sur dettes représentées par un titre	0	(22 466)	0	(131 714)
Produits et charges d'intérêts	2 917 812	(1 309 612)	3 221 299	(1 788 010)
Produits et charges d'intérêts nets	1 608 200		1 433 289	

3.2 Commissions

(en milliers d'euros)	30.06.2013		30.06.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 227	(570)	1 866	(871)
Commissions sur opérations avec la clientèle	694 817	(26 603)	625 221	(27 421)
Commissions sur prestations de Services financiers	252 743	(78 672)	261 760	(84 918)
Commissions sur opérations sur titres	121 471	(1 061)	121 347	(616)
Commissions sur prestations assurance	32 486	(4 774)	24 992	(2 877)
Commissions sur instruments financiers	0	(485)	0	(711)
Autres commissions	12 896	(34)	7 140	0
Produits et charges de commissions	1 115 640	(112 198)	1 042 326	(117 414)
Commissions nettes	1 003 442		924 912	

3.3 Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Résultat net sur actif financier de transaction (hors dérivé)	16 181	92 375
Résultat net sur instruments de dérivés de transaction	8 918	54 375
Résultat net de réévaluation des éléments couverts et instruments dérivés de couverture	(18 695)	279
Résultat sur actif financier à la juste valeur sur option	1 938	813
Résultat sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(152)	(177)
Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 190	147 665

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Plus values cessions sur titres à revenus fixes	108 577	75 991
Moins values de cession sur titres à revenus fixes	(25 069)	(9 804)
Dividendes et revenus assimilés	16 991	21 410
Plus values de cession sur titres à revenus variables	2 927	2 492
Moins values de cession sur titres à revenu variable et perte de valeur	(1 191)	(1 093)
Plus ou moins values de cession rupture de prêts et créances	425	60
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	102 661	89 056

3.5 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Frais de personnel	(187 145)	(161 423)
Impôts et taxes	(42 628)	(30 730)
Services extérieurs	(1 896 166)	(1 881 347)
Autres charges	(68 897)	(73 137)
Autres charges générales d'exploitation	(2 007 690)	(1 985 214)
Charges générales d'exploitation	(2 194 835)	(2 146 637)

Les services extérieurs comprennent notamment les charges liées aux conventions de services entre La Poste et La Banque Postale pour 1 610 M€ au 30 juin 2013. Elles représentaient 1 586 M€ au 30 juin 2012.

Le crédit d'impôts compétitivité de La Banque Postale SA et de ses filiales est non significatif (moins de 0,5M€).

Le crédit d'impôt compétitivité des personnels des services financiers est enregistré via le groupement de moyen dans les charges des conventions de services entre La Banque Postale et La Poste et vient donc réduire le poste des dépenses de services extérieurs. Le montant CICE des personnels des services financiers et de la ligne de conseil bancaire s'élève à 24M€.

3.6 Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Dotations aux dépréciations clientèle et établissements de crédit	(220 988)	(192 799)
Reprises de dépréciations clientèle et établissement de crédit	192 057	171 676
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions (1)	(36 250)	(149 574)
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	(14 014)	(10 591)
Récupération sur créances amorties	2 478	2 704
Dotations aux dépréciations sur AFS et autres actifs (1)	0	(12 356)
Reprises de dépréciation sur AFS et autres actifs (1)	4	112 997
Dotations / reprises aux autres dépréciations	(929)	(3 878)
Coût du risque	(77 642)	(81 822)

(1) Au 30 juin 2012, cet agrégat enregistre le coût du risque sur les titres grecs pour 30M€ correspondant à la perte complémentaire au moment de l'échange et à la dégradation de valeur observée à l'arrêt. L'exposition sur la dette souveraine grecque est totalement sortie fin d'année 2012, le coût du risque 2013 ne présente plus d'impact à ce titre.

3.7 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

(en milliers d'euros)	30.06.2013	30.06.2012
Impôts courants	(149 992)	(133 891)
Impôts différés	6 636	15 057
Impôts	(143 356)	(118 834)

Les impôts différés sont constatés au taux de 36,10%

Analyse de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2013		30.06.2012	
Résultat net part du groupe	364 850		333 603	
Part des intérêts minoritaires	4 330		(1 048)	
Quote-part de résultat des mises en équivalence	110 771		100 447	
Charge d'impôt	(143 356)		(118 834)	
Resultat comptable avant impôt	401 765		350 942	
Charge d'impôt théorique	(145 037)	-36,10%	(126 690)	-36,10%
Effets des différences permanentes	(5 032)	-1,25%	11 498	3,28%
Effets des impôts différés non constatés	3 775	0,94%	(3 085)	-0,88%
Effets de l'imposition des dividendes	(2 573)	-0,64%	(1 235)	-0,35%
Crédits d'impôts et effets de l'imposition au taux réduit	944	0,23%	240	0,07%
Autres effets	4 567	1,14%	438	0,12%
Charge d'impôt comptabilisée	(143 356)	-35,68%	(118 834)	-33,86%

Les autres effets sont notamment composés du net entre les déficits du semestre non activés de certaines filiales et de l'activation en 2013 du report déficitaire antérieur d'autres filiales.

NOTE 4 JUSTE VALEUR D'ÉLÉMENTS DU BILAN

4.1 Juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti.

(en milliers d'euros)	30.06.2013		31.12.2012	
	Montant au bilan	Juste Valeur	Montant au bilan	Juste Valeur
<u>ACTIF</u>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87 119 540	87 211 559	81 254 334	81 367 740
Prêts et créances sur la clientèle	56 134 729	57 661 362	49 930 597	55 669 365
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	36 008 606	39 204 727	37 035 568	40 200 835
<u>PASSIF</u>				
Dettes envers les établissements de crédit	18 695 352	18 699 153	15 811 870	15 811 563
Dettes envers la clientèle	167 472 497	167 478 083	161 193 891	161 195 650
Dettes représentées par un titre	6 273 763	6 273 733	4 537 187	4 537 733
Dettes subordonnées	839 811	805 868	849 569	899 901

Juste valeur des crédits

Le périmètre retenu est l'ensemble des crédits tirés et inscrits au bilan de La Banque Postale. Les crédits accordés mais non encore tirés ne sont pas pris en compte : l'hypothèse retenue étant que comme leur taux venait d'être fixé, leur valeur ne devait pas s'éloigner du nominal prêté.

Les principales hypothèses sous-jacentes à la détermination de la juste valeur sont les suivantes pour les types de crédits commercialisés par la banque :

- La juste valeur des découverts sur comptes à vue est présumée correspondre à l'encours comptable en raison de leur faible duration (obligation pour le client de redevenir créateur en moins d'un mois).
- La juste valeur des crédits est déterminée sur base de modèles internes consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêts sur la durée restant à courir actualisés sur la base des taux de cessions internes.

Juste valeur des dépôts

Les principales hypothèses sous-jacentes au calcul sont les suivantes :

- Pour les dépôts dont le taux de rémunération est administré, les Livrets B, Livrets Jeune, les Plan d'épargne Populaire et les comptes à terme la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours.

- La juste valeur des dépôts à vue est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours nette de la valeur pied de coupon des swaps en couverture des DAV (via l'option « carve out »).

Instruments de dettes détenus ou émis

La juste valeur des instruments financiers cotés correspond au cours de cotation à la clôture. La juste valeur des instruments financiers non cotés est déterminée par actualisation des flux futurs au taux du marché en vigueur à la date de clôture.

4.2 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés au bilan

Les instruments financiers sont présentés selon trois niveaux en fonction d'un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et paramètres utilisés pour leur valorisation :

- Niveau 1 : Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques.

Il s'agit notamment des actions cotées et des dérivés sur marchés organisés (futures, options...).

- Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Il s'agit d'instruments dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables et des modèles standards ou des instruments qui sont valorisés en se référant à des instruments similaires cotés sur un marché actif. Ce classement concerne les swaps de taux, caps, floors...

- Niveau 3 : Instruments valorisés à l'aide de données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Il s'agit principalement des titres de participation non cotés.

La valeur de marché des titres de participation non cotés classés en titres disponibles à la vente est déterminée par référence à certains critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité et l'actualisation de cash flows futurs. Les titres de participation non consolidés dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût.

Le prix coté dans le cadre d'un actif détenu ou d'un passif à émettre est généralement le prix offert à la vente (bid) et le prix offert à l'achat (ask) lorsqu'il s'agit d'un passif détenu ou d'un actif à acquérir.

Actifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2013			31.12.2012		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Effets publics et valeurs assimilées	163 155	49 873		288 991		
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 041 545	4 519 050		2 437 709	4 017 365	
Actions et autres titres à revenu variable	36 878			46 574		
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2 241 578	4 568 923		2 773 274	4 017 365	
Actions et autres titres à revenu variable						
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat						
Instruments dérivés de taux d'intérêts		101 632			104 413	
Instruments dérivés de cours de change		1 417			2 784	
Instruments dérivés sur actions et indices		4 793			1 955	
Dérivés de transaction		107 842			109 152	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		157 614			161 004	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		157 614			161 004	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		102 241			125 706	
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		102 241			125 706	
Effets publics et valeurs assimilées	1 668 188	36 201		1 919 066	40 932	
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 755 781	175 755		6 468 408	456 409	
Actions et autres titres à revenu variable	1 046 617			1 006 774		
Titres de participation non consolidés	3 924	87 663	19 483	3 924	87 663	20 009
Actifs financiers disponibles à la vente	10 474 510	299 619	19 483	9 398 172	585 004	20 009

Transferts du niveau 1 vers le niveau 2 : néant

Transferts du niveau 2 vers le niveau 1 : néant

Passifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2013			31.12.2012		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Dettes représentées par un titre		5 735			5 658	
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option		5 735			5 658	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		68 124			76 939	
Instruments dérivés de cours de change		5 277			7 107	
Autres instruments dérivés		18 448			15 943	
Instruments dérivés sur actions et indices		8 458			4 922	
Instruments dérivés de transaction		100 307			104 911	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		360 380			563 290	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		360 380			563 290	

Transferts du niveau 1 vers le niveau 2 : néant

Transferts du niveau 2 vers le niveau 1 : néant

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture

(en milliers d'euros)	30.06.2013					
	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur sur option par le résultat	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs financiers disponibles à la vente	Total
Ouverture					20 009	20 009
Total des gains et pertes enregistrés en résultat					(311)	(311)
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres					(1 000)	(1 000)
Achats						0
Ventes					(44)	(44)
Emissions					431	431
Remboursements					-	0
Autres mouvements					398	398
Transferts vers ou hors niveau 3						0
Transferts dans le "niveau 3"					-	0
Clôture					19 483	19 483
Total des gains et pertes enregistrés en résultat pour des actifs détenus au 30.06.2013						

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : profits et pertes de la période comptabilisée en résultat

Néant

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe La Banque Postale est structuré autour des pôles suivants :

- **La banque de détail** regroupe les activités de La Banque Postale, des SCI CRSF Métropole et CRSF Dom qui portent les immeubles d'exploitation de la Banque, de La Banque Postale Financement, d'Easybourse, de La Banque Postale Crédit aux entreprises, de La Banque Postale Collectivités Locales, de La Banque Postale Home Loan SFH, de BPE ainsi que la holding SF2 et le FCT Elise 2012.

- **Le pôle assurance** se compose du Groupe CNP Assurances, de La Banque Postale Prévoyance, de La Banque Postale Assurance Santé, de La Banque Postale Assurances IARD, de La Banque Postale Conseil en Assurances et de Sopassure.

- **La gestion d'actifs** avec le Groupe La Banque Postale Asset Management, La Banque Postale Structured Asset Management, OFC Finance, Tocqueville Finance Holding, Tocqueville Finance SA et La Banque Postale Gestion Privée.

L'activité du Groupe est réalisée en France à l'exception des filiales étrangères de CNP Assurances.

Les transactions, intra ou inter secteurs sont conclues à des conditions commerciales de marché.

5.1 Résultat par secteurs d'activité

Résultat net par secteurs d'activité au 30 juin 2013 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Résultat consolidé
Produit net bancaire	2 628 349	64 626	66 593	2 759 568
Charges générales d'exploitation	(2 136 485)	(28 260)	(30 090)	(2 194 835)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corp.et incorp.	(91 615)	(1 257)	(835)	(93 707)
Resultat Brut d'exploitation	400 249	35 109	35 668	471 026
Coût du risque	(73 586)	(4 075)	19	(77 642)
Résultat d'exploitation	326 663	31 034	35 687	393 384
QP dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0	110 771	0	110 771
Gains ou pertes sur autres actifs	(365)	0	0	(365)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	639	8 106		8 745
Résultat courant avant impôts	326 937	149 910	35 687	512 535
Impôts sur les bénéfices	(116 842)	(15 476)	(11 038)	(143 356)
Résultat net de l'ensemble consolidé	210 095	134 434	24 649	369 179
Intérêts minoritaires	(4 419)	3 013	(2 924)	(4 330)
Résultat net part du groupe	205 676	137 447	21 725	364 850

Résultat net par secteurs d'activité au 30 juin 2012 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Résultat consolidé
Produit net bancaire	2 555 224	52 191	60 171	2 667 586
Charges générales d'exploitation	(2 091 485)	(23 615)	(31 537)	(2 146 637)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corp.et incorp.	(86 092)	(545)	(901)	(87 538)
Resultat Brut d'exploitation	377 647	28 031	27 733	433 411
Coût du risque	(79 855)	(1 967)	0	(81 822)
Résultat d'exploitation	297 792	26 064	27 733	351 589
QP dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0	100 447	0	100 447
Gains ou pertes sur autres actifs	(648)	0	0	(648)
Résultat courant avant impots	297 144	126 511	27 733	451 388
Impôts sur les bénéfices	(94 960)	(14 495)	(9 379)	(118 834)
Résultat net de l'ensemble consolidé	202 184	112 016	18 354	332 554
Intérêts minoritaires	(1 707)	4 102	(1 346)	1 048
Résultat net part du groupe	200 477	116 118	17 008	333 603

NOTE 6 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	Nationalité	Méthode (1)	Mouve- ments (3)	% Contrôle 30.06.13	% Intérêt 30.06.13	% Contrôle 2012	% Intérêt 2012
<i>Banque de détail</i>							
LA BANQUE POSTALE	Française	MERE		100,00	100,00	100,00	100,00
SCI CRSF DOM (2)	Française	GLOB		99,94	99,94	99,94	99,94
SCI CRSF METROPOLE (2)	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
SF2	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	Française	GLOB		65,00	65,00	65,00	65,00
LA BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
EASYBOURSE	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT ELISE 2012	Française	GLOB		95,00	95,00	95,00	95,00
BPE	Française	GLOB	Entrée	100,00	100,00		
LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES	Française	GLOB	Entrée	65,00	65,00		
LA BANQUE POSTALE HOME LOAN SFH	Française	GLOB	Entrée	100,00	100,00		
<i>Assurance</i>							
GROUPE CNP ASSURANCES	Française	EQUI	Acq. comp.	36,25	20,15	35,96	19,98
LA BANQUE POSTALE PREVOYANCE	Française	PROP		50,00	50,00	50,00	50,00
LA BANQUE POSTALE CONSEIL EN ASSURANCES	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
SOPASSURE	Française	PROP		50,02	50,02	50,02	50,02
LA BANQUE POSTALE ASSURANCES IARD	Française	GLOB		65,00	65,00	65,00	65,00
LA BANQUE POSTALE ASSURANCES SANTÉ	Française	GLOB		65,00	65,00	65,00	65,00
<i>Gestion d'actifs</i>							
LA BANQUE POSTALE GESTION PRIVEE	Française	GLOB	Acq. comp.	100,00	100,00	51,00	51,00
LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
LA BANQUE POSTALE STRUCTURED ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
OFC FINANCE	Française	GLOB		100,00	100,00	100,00	100,00
TOCQUEVILLE FINANCE HOLDING	Française	GLOB	Acq. comp.	91,86	91,86	90,97	90,97
TOCQUEVILLE FINANCE SA	Française	GLOB	Acq. comp.	99,89	91,77	99,89	90,87

(1) Méthodes de consolidation

GLOB : Intégration globale

PROP : Intégration proportionnelle

EQUI : Mise en équivalence

(2) SCI détenant les immeubles d'exploitation de la Banque

(3) Acq. comp. : Acquisition complémentaire

La Banque Postale S.A.

Siège social : 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06

Capital social : € 3 185 754 830

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Banque Postale S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 31 juillet 2013

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 2013

PricewaterhouseCoopers Audit

Isabelle Goalec

Associée

Agnès Husherr

Associée

V Informations complémentaires

V.1 Statuts

Aucun changement des statuts depuis le 9 septembre 2011.

V.2 Changements significatifs

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des États financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés en date du 28 février 2013.

V.3 Accessibilité du Document de Référence au public

Tous les documents mis à la disposition du public dans les conditions légales peuvent être consultés au siège de La Banque Postale, 115 rue de Sèvres, 75275 Paris Cedex 06. Les documents de référence de La Banque Postale sont également disponibles sur le site Internet www.labanquepostale.fr.

V.4 Tendances

Afin d'accompagner le développement de La Banque Postale tout en se préparant au renforcement des exigences de solvabilité imposées par le règlement dit « Bâle III », le Groupe a approuvé lors de son Conseil d'administration du 4 juillet 2013, une augmentation des fonds propres de La Banque Postale avant la fin de l'année à hauteur de 1 milliard d'euros.

Cette augmentation de capital s'effectuera sous forme d'apports en nature pour un montant de 0,2 milliard d'euros et sous forme de titres hybrides détenus intégralement par La Poste SA à hauteur de 0,8 milliard d'euros.

VI Responsables du contrôle des comptes

PricewaterhouseCoopers

Audit

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

1, cours Valmy

92923 Paris-La Défense Cedex

PriceWaterhouseCoopers Audit (642010045 RCS Nanterre) et **KPMG Audit** (775726417 RCS Nanterre) sont enregistrés comme commissaires aux comptes, membres de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

VII Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Philippe Wahl, Président du Directoire,

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section VIII, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, KPMG Audit et PricewaterhouseCoopers Audit, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de la présente actualisation.

Fait à Paris, le 2 août 2012,
Le Président du Directoire,
Philippe Wahl

VIII Table de concordance de l'actualisation

Table de concordance (Annexe 1 du règlement européen 8009/2004)		Rubriques Annexe 1 du règlement européen 8009/2004	Document de référence 2011
Actualisation du Document de Référence	Page		Page
Personnes responsables	61	1	264
Contrôleurs des comptes	60	2	72
Informations financières sélectionnées		3	
Informations financières historiques		3.1	8-9
Informations financières intermédiaires	22-58	3.2	NA
Facteurs de risque	14-21	4	74-101 ; 127-131
Informations concernant l'émetteur		5	
Histoire et évolution de la société	1	5.1	8-9
Investissements	39-41	5.2	109
Aperçu des activités		6	
Principales activités	1	6.1	9-10
Principaux marchés	-	6.2	14-16
Evénements exceptionnels	-	6.3	71
Dépendance éventuelle	-	6.4	NA
Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	6.5	8-9
Organigramme		7	

Description sommaire	2	7.1	12
Liste des filiales importantes	-	7.2	12 ; 202-203
Propriétés immobilières, usines et équipements		8	
Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	22	8.1	138
Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	8.2	219
Examen de la situation financière et du résultat		9	
Situation financière	22-58	9.1	104-205
Résultat d'exploitation	22-58	9.2	64-70
Trésorerie et capitaux		10	
Capitaux de l'émetteur	22-58	10.1	20 ; 107
Source et montant des flux de trésorerie	25	10.2	108
Conditions d'emprunt et structure financière	22-58	10.3	69 ; 99-101
Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	NA La Banque Postale n'est exposée à aucuns covenants.	10.4	NA La Banque Postale n'est exposée à aucuns covenants.
Source de financement attendue	-	10.5	79
Recherche et développement, brevets et licences	-	11	NA

Informations sur les tendances		59	12	71
Prévisions ou estimations du bénéfice		Néant	13	NA
Organes d'administration, de direction de surveillance et direction générale			14	
Organes d'administration et de direction		-	14.1	59-60
Conflit d'intérêt a niveau des organes d'administration et de direction		-	14.2	26
Rémunération et avantages				
Montant de la rémunération versée et avantages en nature		-	15.1	54-58
Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages		-	15.2	58
Fonctionnement des organes de direction			16	
Date d'expiration des mandats actuels		-	16.1	49-53
Contrat de service liant les membres des organes d'administration		-	16.2	NA
Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations		-	16.3	32-34
Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur		-	16.4	27
Salariés			17	
	Nombre de salariés	1	17.1	226
Participation et stock options		-	17.2	197 ; 227

Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	-	17.3	NA
Principaux actionnaires		18	
Actionnaires détenant plus de 5% du capital social	-	18.1	24
Existence de droits de vote	-	18.2	24
Contrôle de l'émetteur	-	18.3	24
Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	-	18.4	NA
Opération avec des apparentés	-	19	160-161
Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		20	
Informations financières historiques	22-58	20.1	104-205
Informations financières pro forma	NA	20.2	NA
Etats financiers	22-58	20.3	104-105
Vérification des informations financières annuelles	-	20.4	164-165
Date des dernières informations remontées	30 juin 2013	20.5	31 décembre 2012
Informations financières intermédiaires et autres	22-58	20.6	NA
Politique de distribution des dividendes	-	20.7	24

Procédures judiciaires et d'arbitrage	20-21	20.8	97
Changement significatif de la situation financière ou commerciale	59	20.9	236
Informations complémentaires		21	
Capital social	-	21.1	23
Actes constitutifs et statuts	59	21.2	240-250
Contrats importants	-	22	236
Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		23	
Processus d'établissement des informations sociales et environnementales	-	23.1	223
Documents accessibles au public	59	24	236
Informations sur les participations	43	25	202-203
Evénements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait (article L 232-1 al. 2 du code de commerce)	59		71
Tableaux des cinq derniers exercices	-		204
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-		208-231
Rapport de gestion			
Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital de la société mère et de l'ensemble consolidé	3-12		59-72 ; 74-101
Information requise susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L. 225-100-3 du code de commerce)	-		36
Charges fiscalement non déductibles	-		70

Honoraires des CAC	-		162
Informations relatives aux rachats d'actions (alinéa 2 de l'article L. 225-211 du code de commerce)	-		NA
Rapport du Président sur les travaux du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne	-		26-45
Prise de participation sur l'exercice, article L. 233-6	-		113-114
Événements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait, article L 232-1 al. 2 du code du commerce	59		71
Tableaux des cinq derniers exercices	-		204
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-		208-231

IX Table de concordance du rapport financier semestriel

« En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers ».

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	N° de page
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	61
RAPPORT D'ACTIVITE	1-12
• Principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice	3
• Principaux risques et incertitudes	12
• Principales transactions entre parties liées	-
COMPTES CONSOLIDES	22-56
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	57-58